

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/W/52
9 février 2000

(00-0484)

Comité des règles d'origine

Original: anglais

OBSERVATIONS ET MODIFICATIONS DES PROPOSITIONS CONCERNANT LA RÈGLE 2 DE L'APPENDICE 2 DES RÈGLES D'ORIGINE HARMONISÉES

Communication des États-Unis

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 février 2000.

Les États-Unis présentent les observations et modifications de propositions suivantes au sujet du champ d'application et du texte de la règle 2 de l'Appendice 2 des règles d'origine harmonisées.

Nous notons qu'il y a un large terrain d'entente sur les points suivants:

- a) l'origine doit être déterminée suivant l'ordre séquentiel prévu dans la Règle 2 de l'Appendice 2;
- b) en vertu des règles principales applicables qui indiquent que l'origine d'une marchandise est le pays dans lequel cette marchandise a été obtenue à l'état naturel ou non ouvré, l'origine de la marchandise est le pays en question quels que soient le lieu où la marchandise a été ultérieurement transformée ou la manière dont elle l'a été;
- c) l'origine d'une marchandise est le dernier pays de production pour autant qu'une règle principale applicable à la marchandise ait été satisfaite dans ce pays; et
- d) l'utilité d'une règle prévoyant la notion de conservation de l'origine.

Il faut encore se mettre d'accord sur le libellé de la règle dite "de conservation de l'origine", sur la place ou la position des dispositions relatives aux règles résiduelles de chapitre et sur l'application des règles résiduelles.

Pour les raisons exposées plus en détail ci-dessous, nous appelons l'attention du Comité sur la proposition faite par les États-Unis à la session de novembre 1999 en faveur d'une règle prescrivant que l'origine doit être le pays dans lequel il a été procédé à une opération déterminée, qu'une transformation ultérieure ait ou non eu lieu dans un autre pays. Voir la page 35A du Texte de négociation intégré aux fins du programme de travail pour l'harmonisation (G/RO/41).

Questions en suspens s'agissant de l'architecture:**A. BESOIN D'UNE NOUVELLE RÈGLE: RÈGLE 2 A) II) DE L'APPENDICE 2**

En ce qui concerne la question des règles qui confèrent l'origine en fonction d'un stade de production désigné, il est nécessaire d'adopter une règle spécifique en la matière pour la même raison que la règle 2 a) est nécessaire, c'est-à-dire pour bien préciser que l'origine de la marchandise est le pays dans lequel l'opération de transformation désignée a eu lieu, que la marchandise subisse ou non une transformation ultérieure après le stade de production désigné.

Exemple 1: Certaines délégations ont proposé que le pays d'origine des circuits intégrés électroniques relevant de la position 85.42 soit le pays dans lequel la diffusion a lieu. Pour les auteurs de cette proposition, la règle d'origine principale pour les circuits intégrés électroniques ne peut être satisfaite que dans le pays où la diffusion a lieu, qu'une transformation ultérieure soit ou non effectuée dans n'importe quel autre pays.

Exemple 2: Cette règle pourrait également s'appliquer aux positions 26.18, 26.19 et 26.20 pour lesquelles la règle principale est fondée sur le lieu où un stade de production particulier a été atteint.

B. PLACE DES RÈGLES RÉSIDUELLES SPÉCIFIQUES DE CHAPITRE

Le Comité a longuement examiné la question de l'ordre d'application des règles 2 c) et 2 d). Après mûre réflexion, nous pouvons accepter d'inverser l'ordre des règles 2 c) et 2 d), à condition 1) que le caractère principal ou résiduel des règles par produit puisse être redéfini au niveau du chapitre et 2) que le texte de la règle 2 c) redéfinie soit modifié pour éviter toute ambiguïté.

C. TEXTE DE LA RÈGLE CONCERNANT LA CONSERVATION DE L'ORIGINE: NOUVELLE RÈGLE 2 C)

Compte tenu des ambiguïtés relevées dans le libellé actuel de la règle 2 c) à la dernière session du Comité, nous pensons que l'objectif et la portée réels de la règle seraient mieux rendus par le texte suivant:

Lorsqu'une marchandise subit une ou plusieurs opérations qui n'entraînent pas un changement de sa classification, l'origine de la marchandise obtenue est le pays dont elle est originaire immédiatement avant ces opérations, pour autant que toute matière ajoutée satisfasse à une règle principale applicable à la marchandise.

On trouvera en annexe à la présente note une version de la règle 2 de l'Appendice 2 qui reprend les modifications susmentionnées. Nous communiquerons toutes les révisions devant être faites en ce qui concerne nos propositions sur les produits ultérieurement.

D. PRINCIPES CONCERNANT L'APPLICATION DES RÈGLES RÉSIDUELLES

Nous notons que presque toutes les propositions relatives aux règles résiduelles indiquent qu'il est nécessaire d'examiner la nature et l'importance des matières et composants utilisés dans la marchandise pour déterminer son pays d'origine.

1. Cas où toutes les matières ou tous les composants sont originaires d'un seul pays

Actuellement la règle 2 e) de l'Appendice 2 prévoit que lorsque toutes les matières utilisées dans une marchandise sont originaires d'un seul pays, ce dernier est aussi le pays d'origine de la

marchandise. Les États-Unis peuvent accepter cette règle, à la place qu'elle occupe actuellement, c'est-à-dire après la règle de conservation de l'origine et après la règle relative aux règles résiduelles de chapitre. Nous notons qu'aux fins de cette règle, l'origine des matières s'entend de l'origine déterminée selon la règle principale ou résiduelle applicable.

2. Cas où une marchandise contient des matières originaires de plus d'un pays

Les États-Unis croient fermement que lorsqu'une marchandise contient des matières ou des composants de plus d'un pays, les règles résiduelles doivent établir l'origine en fonction des matières ou composants utilisés dans la marchandise qui n'ont pas satisfait à une règle principale dans le dernier pays de production. Il y a, à cela, une raison d'une importance fondamentale: les auteurs de ces règles ont établi que ce sont ces matières et composants qui doivent avoir changé de classification pour que la marchandise ait subi une transformation substantielle.

Aux fins de ces règles résiduelles, la marchandise est considérée comme originaire du pays d'origine des matières ou composants qui n'ont pas satisfait à la règle. Le fait de ne pas reconnaître la prépondérance de ces matières ou composants dans les règles résiduelles générales aboutirait à des contradictions et des incohérences vis-à-vis des règles principales elles-mêmes. De plus, il est essentiel qu'aucune distinction ne soit faite, lors de l'application de ces règles, entre les matières et composants qui sont originaires et ceux qui ne le sont pas. En effet d'un point de vue technique, l'importance que la matière ou le composant a en ce qui concerne le caractère ou la teneur essentielle de la marchandise n'est pas liée au fait qu'il soit originaire ou non originaire.

L'exposé ci-après tente d'expliquer les principes qui devraient constituer le fondement des règles résiduelles.

a) Signification des règles d'origine évoquant un changement de classification

Presque toutes les propositions concernant les règles d'origine prévoient une règle principale fondée sur un transfert ou un changement de classification tarifaire. Cela s'explique par le fait qu'une règle de changement de classification équivaut à la transformation de toutes les matières ou de tous les composants étrangers ou non originaires utilisés dans la marchandise finale dans le pays dans lequel la marchandise a été produite.

Concrètement, l'application d'une règle fondée sur le changement de position tarifaire signifie que lorsqu'une matière ou un composant relevant d'une autre position tarifaire que celle de la marchandise est utilisé pour produire cette marchandise, la matière ou le composant en question est considéré comme transformé par suite du processus de fabrication.

Exemple 1: La position 48.20 englobe les agendas. Elle est régie par une règle de CP de la catégorie 1. D'après cette règle, toute matière relevant d'une position différente utilisée dans la production d'un agenda, qu'il s'agisse du papier relevant du chapitre 48 ou du cuir classé dans le chapitre 41 constituant la couverture de l'agenda, est considérée comme transformée de manière substantielle lorsqu'elle est utilisée pour fabriquer l'agenda (le papier comme le cuir changent de classification lorsqu'ils sont utilisés pour fabriquer l'agenda).

Cette affaire semble évidente lorsqu'une règle relative au changement de classification est satisfaite dans le dernier pays de production. C'est pourquoi le Comité a adopté la règle 2 b) de l'Appendice 2 qui précise que le pays d'origine est le dernier pays de production si une règle principale applicable à la marchandise est satisfaite dans ce pays.

Il reste encore au Comité à adopter toutes les règles qui devraient intervenir lorsqu'une règle d'origine n'est pas satisfaite dans le dernier pays de production. Nous pensons que des règles appropriées se dégageront si nous appliquons dans ces situations les notions fondamentales que nous avons suivies dans l'exemple ou la situation susmentionné.

b) Nécessité d'assurer la compatibilité avec la notion de conservation de l'origine

i) *Cas où une matière ou un composant ne change pas de classification*

Pour reprendre l'exemple de l'agenda, si du cuir d'un pays A et du papier d'un pays B sont utilisés pour fabriquer un agenda dans un pays C, l'agenda obtenu est un produit du pays C (puisque le papier comme le cuir ont subi un changement de classification lorsqu'ils ont été transformés en agenda dans le pays C). Si l'agenda était envoyé dans un pays D pour que sa couverture extérieure soit gravée en lettres d'or, puis envoyé dans un pays E, tout le monde s'accorderait à dire que le pays d'origine de l'agenda reste le pays C puisque la gravure n'aurait pas entraîné de changement de classification de l'agenda.

Certains pays ont dit que cette dernière opération correspondait à une "situation de conservation de l'origine". Nous partageons leur point de vue. Il convient toutefois d'analyser ce cas de figure en tenant compte des deux matières qui forment l'agenda gravé: 1) l'or utilisé pour graver et 2) l'agenda lui-même non gravé. Le principe pertinent est, à notre avis, celui selon lequel l'origine de la marchandise finale est celle de la matière qui n'a pas subi le changement de classification envisagé dans la règle, à savoir l'agenda non gravé.

L'or utilisé pour graver la couverture extérieure de l'agenda a quant à lui subi un changement de classification quand il a été appliqué sur la couverture de l'agenda. En raison de cette transformation, il est clair que l'origine de l'or ne devrait pas déterminer l'origine de l'agenda gravé.

La règle 2 d) de l'Appendice 2 du projet de solution de compromis présenté par les CE aboutit à ce résultat car, dans la pratique, l'agenda serait considéré comme "un article qui a déjà les caractéristiques essentielles de la marchandise puisqu'il est classé dans la même (sous)-position que la marchandise".

Il y a, semble-t-il, concordance de vues pour dire que l'origine de la marchandise devrait être l'origine de cet article.

Exemple 2: On peut trouver un autre exemple de ce principe de conservation de l'origine dans la règle d'origine applicable aux gaufres relevant de la position 19.05. La règle convenue pour les gaufres classés dans cette position est celle de CP. Si la farine et le lait d'un pays A et les œufs d'un pays B sont utilisés pour faire des gaufres dans un pays C, ces gaufres devraient être des produits du pays C (puisque la farine, le lait et les œufs changent de classification lorsqu'ils sont transformés en gaufres). Si les gaufres sont envoyées dans un pays D pour être enrobées d'un chocolat provenant d'un pays E, puis envoyées dans un pays F, les gaufres devraient rester des produits du pays C (parce que l'enrobage de chocolat n'a pas entraîné un changement de leur classification). Le chocolat devrait alors prendre l'origine des gaufres car il a subi un changement de classification en étant utilisé pour enrober les gaufres.

La notion de conservation de l'origine est correcte et valable. Nous pensons en outre qu'en vue d'assurer une certaine logique et cohérence, les principes qui régissent la conservation de l'origine doivent également s'appliquer dans les circonstances et les situations décrites et visées dans les règles résiduelles qui suivent la règle 2 d) de l'Appendice 2, à savoir les règles 2 f) et 2 g).

ii) *Cas où une matière ou un composant relève d'une position ou d'une sous-position faisant l'objet d'une exception d'une exclusion*

Le Texte de négociation intégré aux fins du programme de travail pour l'harmonisation contient de nombreuses propositions concernant des règles principales fondées sur un changement de classification qui excluent expressément une matière ou un composant désigné du champ d'application d'une disposition donnée, même s'il subit un changement de classification. Ces règles sont généralement libellées comme suit: "changement de position ou de sous-position, sauf à partir de ...".

Les règles prévoyant qu'une matière ou un composant fait l'objet d'une exception ou d'une exclusion s'appuient sur le fait que, malgré le changement de classification, la matière ou le composant en question n'a pas subi de transformation substantielle. Dans de tels cas, on considère qu'aucune transformation substantielle n'a lieu parce que l'opération effectuée pour produire la marchandise a été trop simple ou parce que la matière ou le composant faisant l'objet de l'exception ou de l'exclusion confère à la marchandise son caractère essentiel.

L'idée ou le principe de base selon lequel une matière ou un composant faisant l'objet d'une exclusion ou d'une exception n'est pas transformé n'a jamais été contesté ou remis en cause pendant le programme de travail pour l'harmonisation.

Exemple 3: Billettes en fer ou aciers non alliés relevant de la position 72.07. La règle applicable est une règle de la catégorie 1 qui indique ce qui suit: CP, sauf à partir du n° 72.06. Supposons que des lingots relevant de la position 72.06 d'un pays A soient transformés en billettes (72.07) dans un pays B. Même si les lingots ont changé de position, la règle n'est pas satisfaite dans le pays B. Une règle résiduelle est nécessaire pour déterminer l'origine des billettes. L'origine de ces billettes devrait de toute évidence être le pays A, pays d'origine des lingots, car ce sont les lingots qui n'ont pas subi de transformation substantielle dans le pays B.

Comme le montre les exemples ci-dessus, que la règle ne soit pas satisfaite parce qu'une matière ou un composant n'a pas changé de classification ou parce que, bien qu'une des matières ou un des composants ait changé de classification, ce changement ne satisfait pas à la règle principale, l'approche fondamentale à suivre en ce qui concerne les règles de changement de classification est de prendre en compte les matières ou composants qui n'ont pas satisfait à la règle pour déterminer l'origine de la marchandise.

Il semble que les auteurs des propositions soient d'accord en ce qui concerne les situations simples comme l'exemple des lingots et des billettes donné ci-dessus. Certains diront que cet exemple est trop simple, car il présente une situation dans laquelle la marchandise finale est composée d'une seule matière qui est ensuite transformée dans le dernier pays de production. Nous pensons toutefois que cette approche peut et doit être suivie même dans des cas de figure plus complexes.

Exemple 4: Des fèves de cacao (position 18.01) d'un pays A sont écrasées dans un pays B où elles sont mélangées à des agents liants ou émulsifiants provenant de pays C et D pour fabriquer de la pâte de cacao (position 18.03). Supposons, pour les besoins de l'exemple, qu'il est convenu que la règle d'origine applicable à la pâte de cacao est: "CP, sauf à partir du n° 18.01".

Dans cet exemple, toutes les matières utilisées pour produire la pâte de cacao ont subi une transformation substantielle à l'exception des fèves de cacao. Dans ces circonstances, il semble inutile – et incompatible avec la règle principale, d'examiner l'origine des agents liants ou émulsifiants. En effet, seule l'origine de la matière qui n'a pas satisfait à la règle est pertinente dans la détermination de l'origine.

- iii) *Dans les cas où plus d'une matière ou plus d'un composant ne subissent pas de changement de classification et/ou fait l'objet d'une exception ou d'une exclusion, les règles résiduelles devraient servir de base pour déterminer l'origine parmi les pays d'origine de ces matières ou composants*

Les exemples ou cas de figure précédents se bornent à envisager la situation dans laquelle un seul pays a contribué à la fourniture de matières ou de composants qui n'ont pas satisfait à la règle d'origine. Supposons maintenant que plus d'un pays a contribué à la fourniture de matières ou de composants qui n'ont pas satisfait à cette règle d'origine.

Cette situation a fait l'objet de plusieurs propositions présentées au Comité que l'on désigne sous l'appellation de "règle de la majeure partie". Ces propositions indiquent que l'origine de la marchandise est le pays qui a contribué à la fourniture de la majeure partie de certaines matières ou de certains composants. Cette règle de la majeure partie devrait être fondée sur un élément quantitatif, tel que le poids ou le volume.

Les États-Unis pensent que pour être cohérent et logique, il conviendrait d'appliquer la règle de la majeure partie uniquement dans le cas où les matières ou composants, qu'ils soient étrangers ou nationaux, ne satisfont pas au critère de changement de classification ou aux autres prescriptions de la règle. Ce sont des matières ou des composants qui n'ont pas subi la transformation substantielle prévue dans la règle principale. Ils revêtent donc une très grande importance en ce qui concerne le caractère ou la teneur essentielle de la marchandise.

Exemple 5: Un produit chimique d'un pays A et un produit chimique d'un pays B sont mélangés dans un pays C avec des composants inertes du pays C. Les matières des pays A et B ne subissent pas de changements de classification applicables ou ne satisfont pas à une autre règle principale dans le pays C. En revanche, les composants inertes remplissent le critère du changement de classification dans le pays C. L'origine devrait être déterminée selon le pays A ou B du produit chimique qui a fourni la majeure partie du produit final, et non en fonction des composants inertes (même si les composants inertes étaient prédominants en poids ou en volume). En effet, les composants inertes, contrairement aux matières des pays A et B, ont été transformés dans le pays C.

3. Pour déterminer l'origine au niveau résiduel, les matières et composants originaires et non originaires doivent être pris en considération de la même manière.

Exemple 6: Un produit chimique d'un pays A et un produit chimique d'un pays B sont mélangés dans le pays B. Aucun changement de classification n'a lieu et aucune autre règle principale n'est satisfaite dans le pays B. Il y a deux matières en présence, l'une provenant du pays A et l'autre du pays B, qui n'ont pas subi de changements de classification. L'origine devrait être le pays du produit chimique qui a fourni la majeure partie de la marchandise finale, que cette partie soit originaire ou non originaire.

L'approche fondamentale en matière d'origine suivie dans l'Accord sur les règles d'origine prévoit que le pays d'origine d'une marchandise est le pays qui a converti ou transformé chaque matière ou composant non originaire en un article commercialisable nouveau ou différent.

Si dans le dernier pays de production, une règle principale n'a pas été satisfaite en ce qui concerne la marchandise en question, la détermination de l'origine devrait être fondée sur la règle résiduelle applicable, qui renvoie à l'origine d'une matière ou d'un composant approprié utilisé dans la

marchandise. À cette fin, les matières et composants originaires et non originaires devraient être pris en considération de la même manière dans l'analyse de l'origine.

Si les matières ou les composants originaires utilisés dans un produit ne se voyaient pas accorder la même importance, ils finiraient par ne jamais conférer l'origine à un produit, ce qui défie toute logique. Par ailleurs, accorder aux matières et aux composants un traitement différent selon qu'ils sont originaires ou non originaires est contraire aux principes énoncés dans l'Accord sur les règles d'origine.

Conclusion

Les principes relatifs à la transformation substantielle devraient être appliqués à chaque niveau de l'architecture. Autrement dit, chaque fois qu'une règle principale n'est pas satisfaite dans le dernier pays de production, l'origine devrait être déterminée en fonction de la matière ou du composant qui n'a pas satisfait à la règle d'origine principale, que ce soit parce qu'il n'a pas subi de changement de classification ou parce qu'il relève d'une position à partir de laquelle aucun changement de classification n'est autorisé.

Dans les cas où seuls les matières ou les composants d'un pays n'ont pas satisfait à la règle principale, l'origine de la marchandise devrait être celle des matières ou composants en question. Lorsque plus d'un pays fournit ces matières ou ces composants, l'origine devrait être le pays qui a contribué à la fourniture de la majeure partie de ces matières ou composants.

Règle 2 de l'Appendice 2 telle qu'elle a été modifiée

APPENDICE 2 – Règles d'origine par produit

Règle 2: Détermination de l'origine

Le pays d'origine est à déterminer conformément aux dispositions ci-après, appliquées dans un ordre séquentiel:

- a) lorsqu'une règle principale prescrit que le pays d'origine d'une marchandise est le pays:
 - i) dans lequel cette marchandise a été obtenue à l'état naturel ou non ouvré, le pays d'origine de la marchandise est le pays dans lequel cette marchandise a été obtenue dans cet état; ou
 - ii) dans lequel un stade de production expressément désigné a été atteint, le pays d'origine de la marchandise est le pays dans lequel ce stade de production a été atteint;
 - b) le pays d'origine d'une marchandise est le dernier pays de production, pour autant qu'une règle principale applicable à la marchandise ait été satisfaite dans ce pays;
 - c) lorsqu'une marchandise subit une ou plusieurs opérations qui n'entraînent pas un changement de sa classification, l'origine de la marchandise obtenue est le pays dont elle est originaire immédiatement avant ces opérations, pour autant que toute matière ajoutée satisfasse à une règle principale applicable à la marchandise;
 - d) le pays d'origine est à déterminer comme indiqué dans la règle résiduelle applicable énoncée au niveau du chapitre;
 - e) lorsque la marchandise est obtenue à partir de matières qui sont toutes originaires d'un seul pays, le pays d'origine de la marchandise est le pays d'origine de ces matières;
 - f) lorsque la marchandise est obtenue à partir de matières de plus d'un pays, (originaires ou non) le pays d'origine est le seul pays d'origine de la matière qui n'a pas subi de changement de classification ou autrement satisfait à une règle principale applicable à la marchandise;
 - g) lorsque la marchandise est obtenue à partir de matières (originaires ou non) de plus d'un pays qui n'ont pas subi de changement de classification ou autrement satisfait à une règle principale applicable à la marchandise, le pays d'origine de la marchandise est le pays dont la majeure partie de ces matières sont originaires, ainsi qu'il est déterminé sur la base spécifiée dans chaque chapitre.
-